

AVEC VOUS EN 2015

L'essentiel du Rapport d'activité 2015

GRUPE





© JM Pettina

MESSAGES DE

PIERRE-RENÉ LEMAS

A l'heure de son bicentenaire, la Caisse des Dépôts demeure une institution robuste et solide aux plans économique et financier. Ses bons résultats sont portés à la fois par l'Établissement public et par ses filiales. En France, la Caisse des Dépôts est à la manœuvre pour soutenir la reprise de l'investissement. Les fonds d'épargne ont connu une nouvelle année record de prêts au logement social : 17,2 Md€. Et nous prévoyons d'investir 26 Md€ dans les 5 années qui viennent. En poursuivant notre implantation dans les territoires, à la faveur de la réforme territoriale, la Caisse des Dépôts se positionne au plus près des projets de développement local.

J'ai fixé un cap pour l'action de notre Groupe autour des grandes transitions auxquelles notre pays est confronté. La transition écologique et énergétique, pour laquelle la Caisse des Dépôts a été au rendez-vous historique de la COP21. Nous avons contribué à mobiliser l'ensemble de l'industrie financière autour des enjeux climatiques. Nous voulons devenir un grand créateur d'actifs verts et nous allons réduire l'empreinte carbone des portefeuilles d'action du Groupe de 20%, cela représente 55 Md€ d'actifs.

Nous voulons également être acteur de la transition numérique, voilà pourquoi nous relançons nos investissements dans le Très haut débit et nous nous engageons sur les projets de la « French Tech ». En matière de transition démographique et sociale, nous sommes devenus les

opérateurs du Compte personnel de formation et allons devenir bientôt les opérateurs du Compte personnel d'activité.

La quatrième et dernière transition, qui me tient particulièrement à cœur, est celle des territoires. L'économie n'est pas hors sol, elle se bâtit sur les territoires, elle se développe dans des écosystèmes locaux. C'est la raison pour laquelle nous devons redevenir « la Caisse des Dépôts de tous les territoires ». Nous avons réorganisé notre réseau en seize directions régionales, nous avons engagé une démarche de conventionnement systématique avec les grandes collectivités et lancé une action dédiée aux villes de petite et de moyenne taille qui complètera notre mobilisation en faveur des territoires.

« J'ai fixé un cap pour l'action de notre Groupe autour des grandes transitions auxquelles notre pays est confronté. »

Notre bicentenaire est aussi l'occasion de revisiter les valeurs de la Caisse des Dépôts : la foi publique, l'intérêt général mais aussi son adaptabilité et sa stabilité, gages de sa longévité. La Caisse des Dépôts a traversé bien des épreuves au cours de son histoire. Aujourd'hui, elle est en mouvement et elle se projette résolument dans les cent ans à venir.



©DR

MESSAGE DE

HENRI EMMANUELLI

Le bicentenaire de la Caisse des Dépôts est l'occasion de mettre en lumière le rôle prévalent qu'elle joue dans l'économie française et la singularité de son modèle, unique au monde. Un modèle qui transforme les ressources à court terme, en particulier la masse des petites épargnes liquides françaises, en emplois à long terme au bénéfice de tous. À l'heure où d'aucuns s'interrogent sur le devenir de cette institution, il faut se souvenir que la Caisse des Dépôts a su inscrire chacune des grandes étapes de la modernisation de notre pays à l'actif de son bilan. Dans le moment charnière que nous connaissons aujourd'hui, le groupe Caisse des Dépôts doit se mettre en ordre de bataille pour accélérer la reprise économique dont les premiers signes sont perceptibles. Et les lignes bougent. Outre son engagement d'investir 26,3 Md€ dans notre économie sur les cinq années à venir, la Caisse des Dépôts mettra également en œuvre un plan de 3 Md€ d'interventions nouvelles annoncées par le président de la République le 12 janvier 2016, dont 1,5 Md€ en faveur du logement social et 1,5 Md€ en faveur de la rénovation thermique de bâtiments publics. Les investissements financés se manifesteront directement dans la vie de nos concitoyens.

Ce bicentenaire ne doit pas simplement être le reflet de la longue histoire dont la Caisse des Dépôts est l'héritière, mais également un élan pour dessiner les contours de la Caisse des Dépôts de demain, plus ouverte aux Français et au monde. Ainsi, la Caisse des Dépôts semble en passe de réussir son

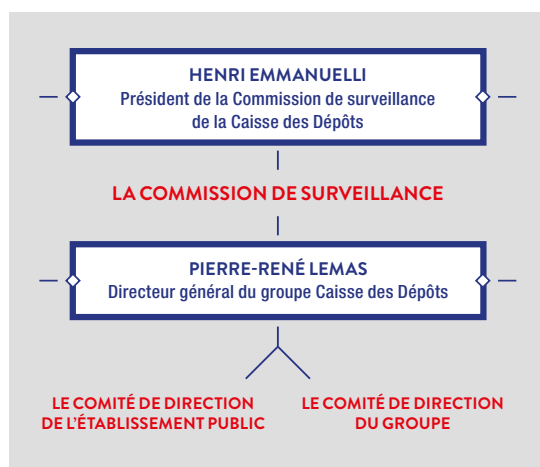
ouverture à l'international : sa première filiale Bpifrance est montée en puissance dans l'accompagnement des entreprises à l'export et s'est récemment vu confier la gestion des garanties publiques de Coface. De son côté, CDC International Capital s'est imposé comme une plateforme d'entrée des fonds souverains étrangers pour investir en France. Surtout, c'est le rapprochement entre la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement, voulu par le président de la République, qui incarnera le mieux cette nouvelle ambition.

**« Je fais le vœu résolu
d'une Caisse des Dépôts
conquérante et solidaire,
déterminée à repousser
les frontières du possible
et changer la vie
de nos concitoyens. »**

Notre pays attend de la Caisse des Dépôts qu'elle continue de mettre tout son potentiel au service de l'avenir. Pour cet anniversaire particulier, et parce qu'aucune institution autre que la Caisse des Dépôts n'a cette capacité d'action, je fais le vœu résolu d'une Caisse des Dépôts conquérante et solidaire, déterminée à repousser les frontières du possible et changer la vie de nos concitoyens.

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

LES RÈGLES DE GOUVERNANCE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ONT ÉTÉ FIXÉES PAR LA LOI, LORS DE SA CRÉATION EN 1816. CETTE STABILITÉ EST LE FONDEMENT DE L'ACTION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS.



La Commission de surveillance veille à ce que la loi ne banalise pas la Caisse des Dépôts, qui demeure un groupe public placé sous la protection du Parlement, et ne remette pas en cause son périmètre d'activités, qui permet un résultat équilibré entre l'Établissement et ses filiales.

La loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008 a renforcé les compétences de la Commission de surveillance, le poids du Parlement en son sein et a élargi sa composition. Une fois par an, son président rend compte au Parlement en communiquant le rapport de la Commission de surveillance sur la situation financière de la Caisse des Dépôts.

La composition de la Commission de surveillance est fixée par la loi de modernisation de l'économie (2008) :

- trois députés ;
- deux sénateurs ;
- trois personnalités qualifiées, dont deux nommées par le président de l'Assemblée nationale et une par le président du Sénat ;
- un représentant du Conseil d'État ;
- deux représentants de la Cour des comptes ;
- le gouverneur de la Banque de France ;
- le directeur général du Trésor.

Elle est assistée d'un secrétariat général.

Depuis 2003, la Commission de surveillance est dotée d'un règlement intérieur qui précise ses droits et ses moyens et organise ses relations avec le directeur général. Ce règlement définit également le rôle des comités spécialisés constitués au sein de la Commission pour renforcer sa capacité d'analyse et de surveillance :

- le comité d'examen des comptes et des risques, créé en 2003 ;
- le comité du fonds d'épargne, créé en 2003 ;
- le comité des investissements, créé en 2008 ;
- le comité des nominations, créé en 2008 ;
- le comité de suivi de Bpifrance et le comité des rémunérations ont été créés en 2014.

COMPOSITION DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE * —



Henri Emmanuelli

Président de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts, député des Landes, Président du comité des investissements, du comité de suivi Bpifrance, du comité des nominations et du comité des rémunérations



Marc Goua

Député du Maine-et-Loire, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Président du comité d'examen des comptes et des risques et du comité des fonds d'épargne



Arlette Grosskost

Députée du Haut-Rhin, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale



Maurice Vincent

Sénateur de la Loire, membre de la commission des finances du Sénat, membre du comité des investissements



Vincent Delahaye

Sénateur, membre de la commission des finances du Sénat



Alain Ménéménis

Conseiller d'État, rapporteur sur le budget et la CRIS, membre du comité des nominations et du comité des rémunérations



Patrick Lefas

Président de Chambre à la Cour des comptes, rapporteur du comité d'examen des comptes et des risques



Jean Picq

Président de Chambre honoraire à la Cour des comptes, rapporteur du comité des fonds d'épargne



Robert Ophèle

Sous-gouverneur de la Banque de France



Bruno Bézard

Directeur général du Trésor



Jean-Louis Beffa

Président d'honneur de Saint-Gobain (personnalité qualifiée, nommé par le président de l'Assemblée nationale), membre du comité des investissements



Pierre-Antoine Gailly

Personnalité qualifiée, nommée par le président de l'Assemblée nationale, membre du comité des investissements



Michèle Bellon

Dirigeante d'entreprise française (personnalité qualifiée, nommée par le président du Sénat)

LE COMITÉ DE DIRECTION DU GROUPE

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION DU GROUPE
EN DATE DU 31 MAI 2016.



Le comité de direction Groupe est l'instance principale d'information, de concertation stratégique et de pilotage du groupe Caisse des Dépôts. Il a pour objectifs de préparer les décisions du directeur général et d'assurer l'unité du Groupe. Les membres permanents du comité de direction Groupe sont :

- les membres du comité de direction de l'Établissement public,
- les directeurs des fonctions d'appui transversales de l'Établissement public et les dirigeants des filiales.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION GROUPE* —



Pierre-René Lemas

Directeur général



Odile Renaud-Basso

Directrice générale adjointe, directrice des fonds d'épargne



Catherine Mayenobe

Secrétaire générale du Groupe



Marc Abadie

Directeur du réseau et des territoires



François Bachy

Directeur de la communication du Groupe



Gabrielle Gauthey

Directrice des investissements et du développement local



Anne Gautier

Directrice des risques et du contrôle interne du Groupe



Nathalie Gilly

Directrice des services bancaires



Anne-Sophie Grave

Directrice des retraites et de la solidarité



Marianne Louradour

Directrice de l'audit interne du Groupe



Olivier Mareuse

Directeur des finances du Groupe



André Laurent Michelson

Directeur de l'exécution des opérations financières, Caissier général



Jean-Marc Morin

Adjoint à la Secrétaire générale du Groupe
Directeur juridique et fiscal du Groupe



Paul Peny

Directeur des ressources humaines du Groupe



Sophie Quatrehomme

Directrice de cabinet du directeur général



Franck Silvent

Directeur du pôle Finances, stratégie et participations du Groupe



Laurent Zylberberg

Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes



Nicolas Dufourcq

Directeur général de Bpifrance



Jean Eichenlaub

Président de Qualium Investissement



Nicolas Jachiet

Président-directeur général d'Egis



Jean-Marc Janaillac

Président-directeur général de Transdev



Stéphane Keita

Président-directeur général de la SCET



Frédéric Lavenir

Directeur général de CNP Assurances



Dominique Marcel

Président-directeur général de la Compagnie des Alpes



Laurent Piermont

Président-directeur général de CDC Biodiversité



Gilles Seigle

Président-directeur général de la Société Forestière



Laurent Vigier

Président-directeur général de CDC International Capital



Olivier Wigniolle

Directeur général d'Icade



André Yché

Président du directoire du groupe SNI

LES COMITÉS DE DIRECTION THÉMATIQUES

MIS EN PLACE EN 2015, LES COMITÉS DE DIRECTION THÉMATIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC ET DU GROUPE ONT PERMIS LA CONDUITE DE PROJETS FÉDÉRATEURS ET INNOVANTS.



Les comités de direction thématiques visent à effectuer une revue des activités du Groupe. Ils permettent d'établir une cartographie des offres pour répondre aux attentes de nos partenaires et de nos clients afin de leur proposer un programme d'action.

Ces « codirs » sont le socle de nos enjeux et objectifs qui vont ensuite se retrouver dans les lettres d'objectifs des filiales et directions de l'Établissement public.

- **LES COMITÉS DE DIRECTION THÉMATIQUES DU GROUPE**

s'articulent autour :

- des 4 transitions de l'économie française : TEE, transition numérique, transition territoriale et transition démographique et sociale ;
- des secteurs prioritaires pour le Groupe : logement, tourisme, mobilité, développement des entreprises et infrastructure/ingénierie.

Ces comités de direction sont préparés par le département de la Stratégie en lien avec les entités concernées par la thématique traitée. Ces séquences seront ouvertes à des experts et/ou des témoignages d'entrepreneurs.

L'ORGANIGRAMME DU GROUPE

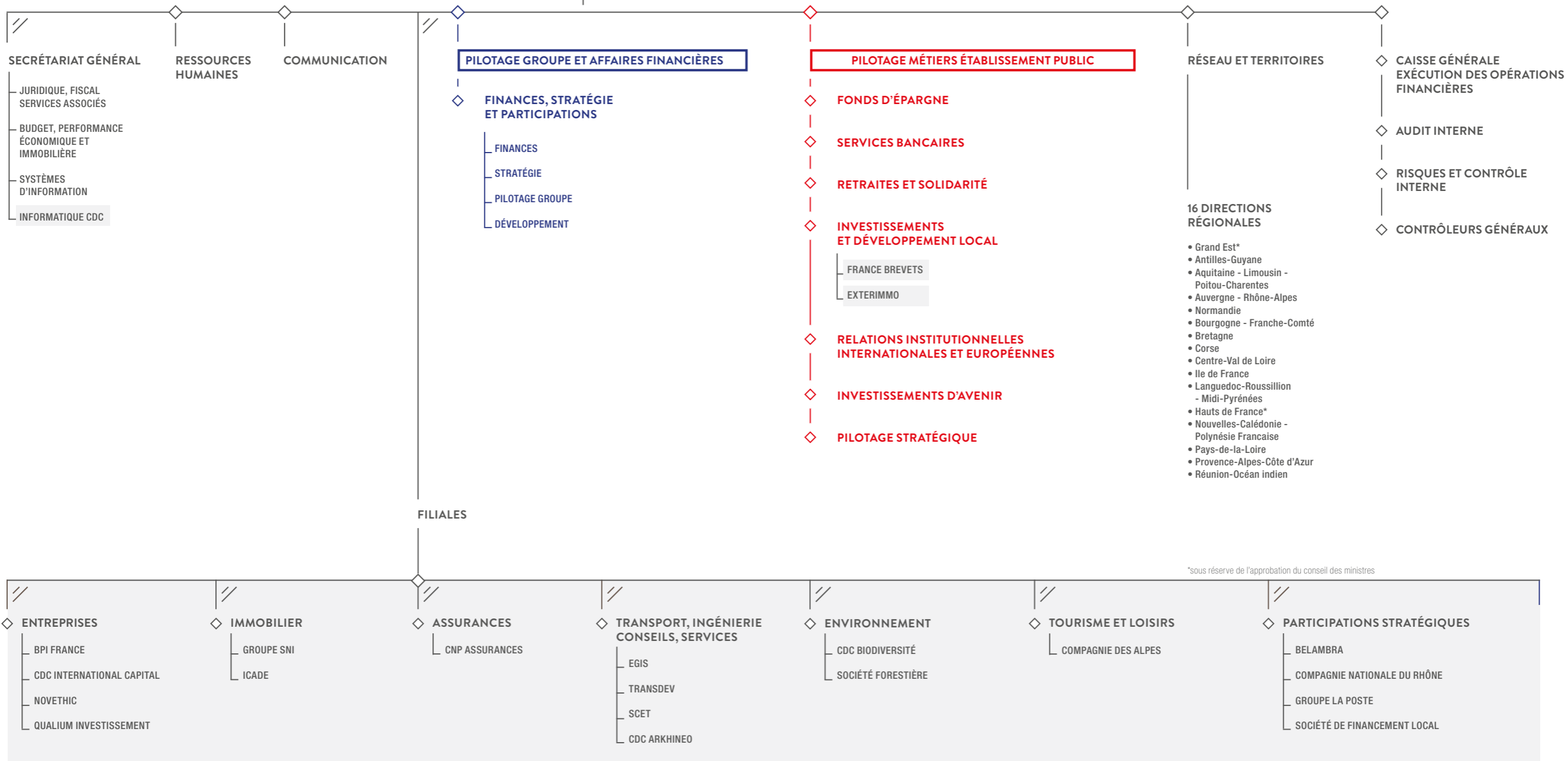
LA CAISSE DES DÉPÔTS EST UN INVESTISSEUR DE
LONG TERME AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS.



Elle exerce ses activités dans quatre domaines :
les services bancaires, le financement sur fonds d'épargne,
les retraites et la solidarité,
l'investissement dans les projets de développement local.
Pour mener à bien ses missions elle s'appuie sur son réseau de
16 directions régionales en métropole et en outre-mer.
Les filiales de la Caisse des Dépôts interviennent en appui de
l'Établissement public dans des domaines concurrentiels :
financement des entreprises, immobilier,
environnement, tourisme et loisirs, assurances, ingénierie,
conseil et services, transports et numérique.

Cabinet

DIRECTEUR GÉNÉRAL



*sous réserve de l'approbation du conseil des ministres

LES DOMAINES D' ACTIONS DU GROUPE

LE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS AU SERVICE DES 4 TRANSITIONS



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE



TRANSITION TERRITORIALE



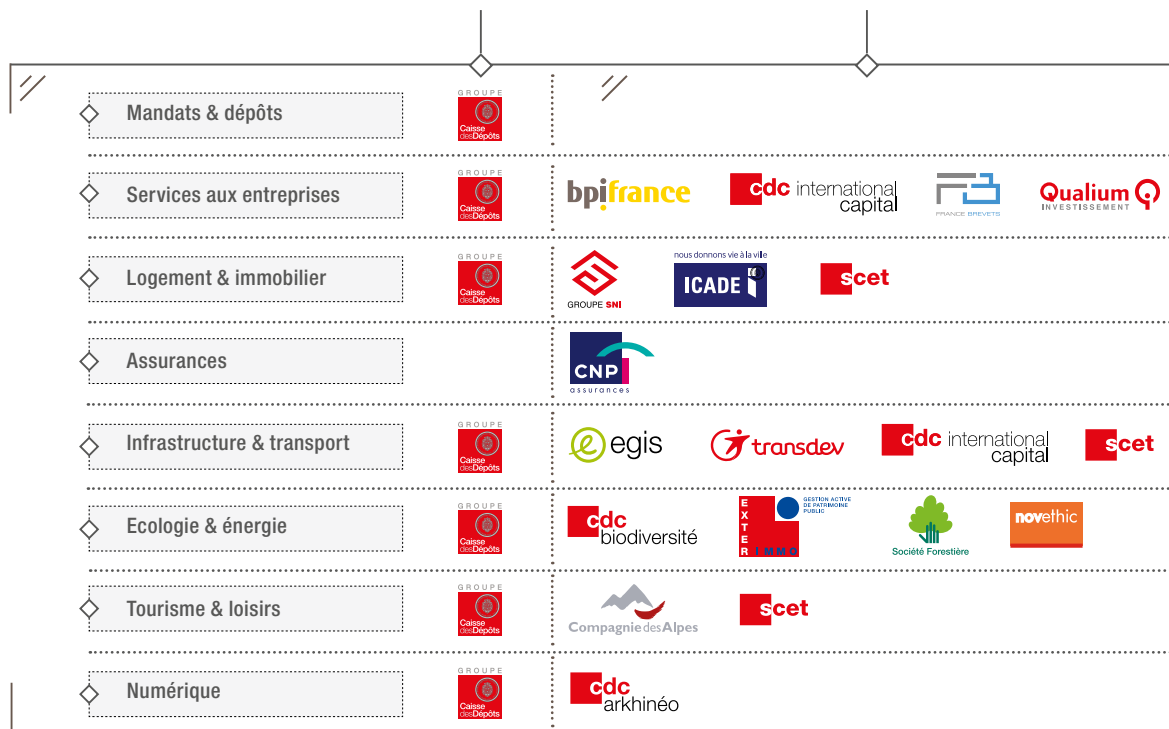
TRANSITION NUMÉRIQUE



TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

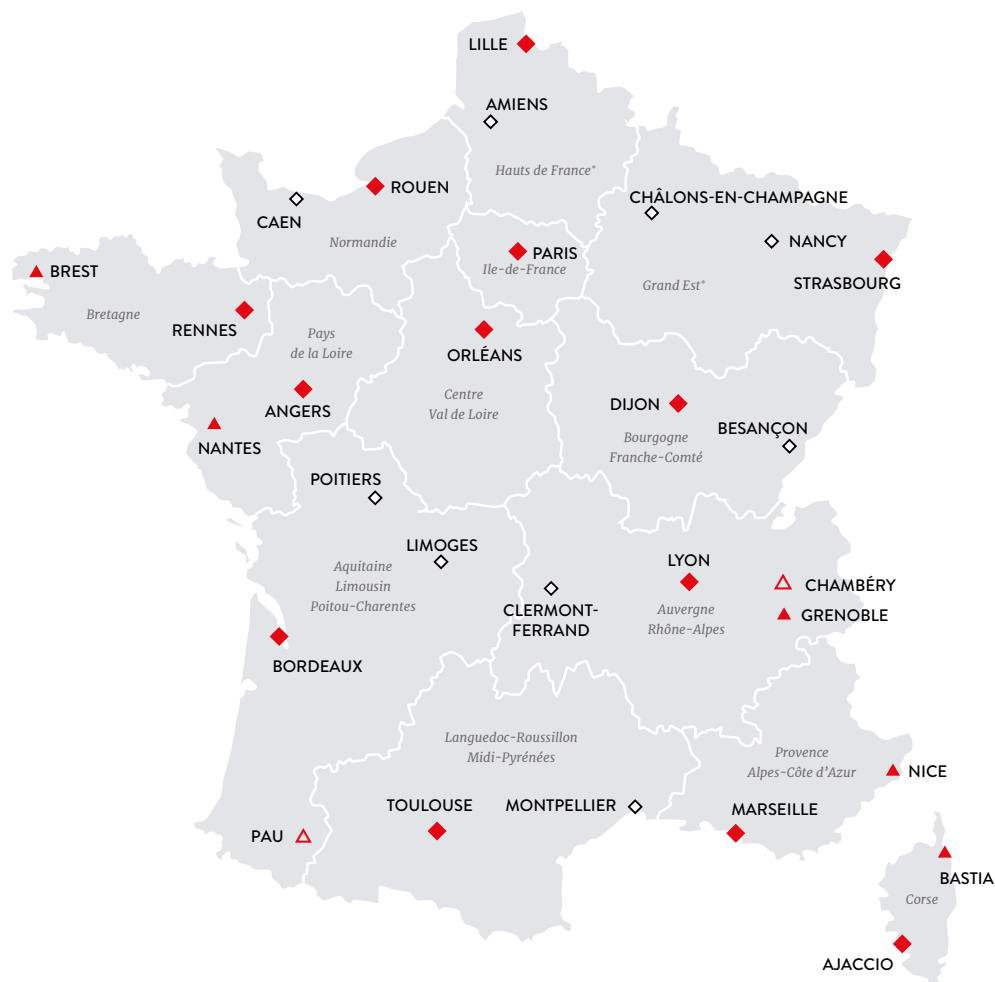
ETABLISSEMENT PUBLIC
Missions d'intérêt général

FILIALES
Activités concurrentielles



DIRECTIONS RÉGIONALES

IMPLANTATIONS AU 1^{ER} JUILLET 2016



NOUVELLE-CALÉDONIE
ET POLYNÉSIE FRANÇAISE

ANTILLES - GUYANE

RÉUNION ET
OCÉAN INDIEN

◆ SIÈGES
◇ DÉLÉGATIONS RÉGIONALES
▲ ANTENNES
△ CRÉATION 2016

* Sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres.

DIRECTEURS RÉGIONAUX*



Patrick François

Alsace - Champagne-
Ardenne - Lorraine



Pascal Hoffmann

Antilles - Guyane



Anne Fontagnères

Aquitaine - Limousin
Poitou-Charentes



Gil Vauquelin

Auvergne
Rhône-Alpes



Antoine Bréhard

Bourgogne
Franche-Comté



Loïc Rolland

Bretagne



**Jean-Luc
Coopman**

Centre - Val de Loire



**Julie-Agathe
Bakalowicz**

Corse



Régis Pélissier

Ile-de-France



Thierry Ravot

Languedoc-Roussillon
Midi-Pyrénées



Gaëlle Velay

Nord - Pas-de-Calais
Picardie



Florence Mas

Normandie



Dominique Mirada

Nouvelle-Calédonie
Polynésie française



Philippe Lambert

Pays de la Loire



Elisabeth Viola

Provence - Alpes
Côte d'Azur



Nathalie Infante

Réunion
Océan indien

LES FINANCES DU GROUPE

LES FINANCES DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS
SONT MOBILISÉES VERS SES MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
ET SON OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES.



Utilisation des ressources financières du Groupe...

156 MD€

BILAN
CONSOLIDÉ

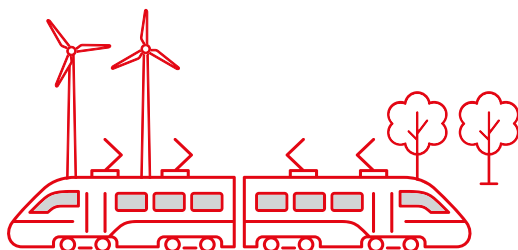
1,523 MD€

RÉSULTAT HORS ÉLÉMENTS
EXCEPTIONNELS

31,6 MD€

FONDS PROPRES
y compris plus-values latentes


... intervention dans l'économie
au service du développement des
territoires et de l'intérêt général

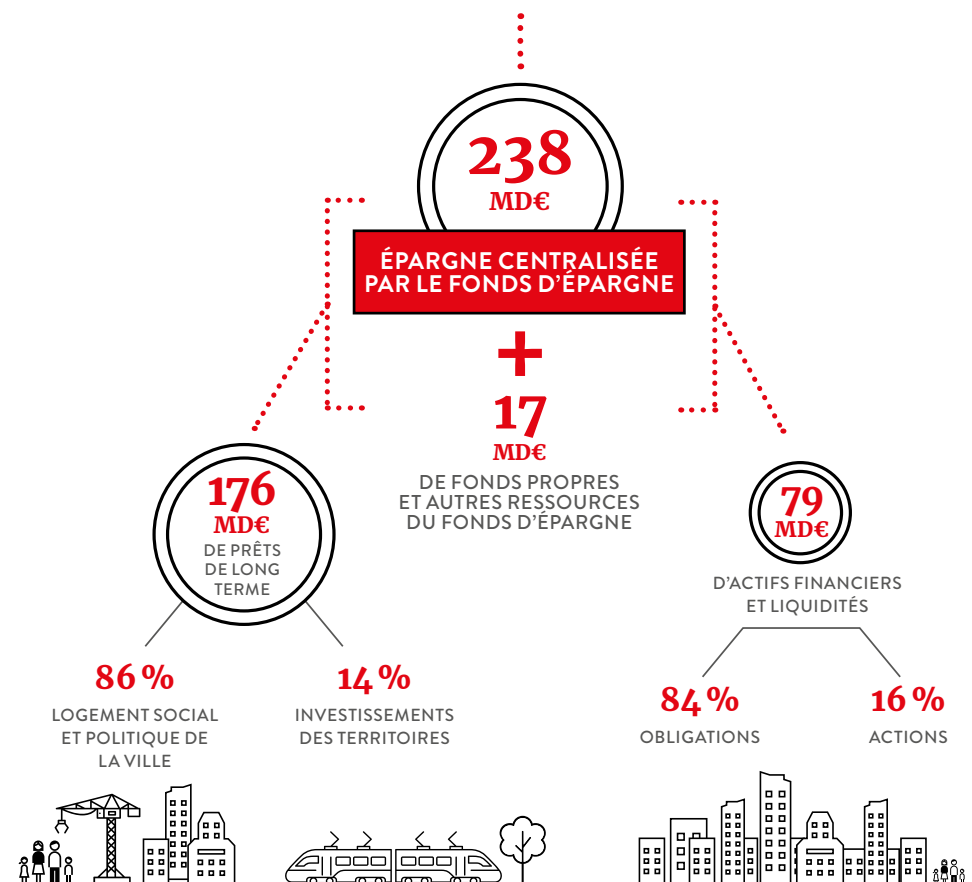


Le Groupe est un important contributeur au budget de l'État
auquel il verse **1,6 Md€** au titre de ses résultats 2015

LE MODÈLE DU FONDS D'ÉPARGNE



(livret A, livret de développement durable
et livret d'épargne populaire)



NOTRE PRIORITÉ : ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS DE LA SOCIÉTÉ



Transition écologique et énergétique

LE GROUPE MOBILISE SES MODES DE FINANCEMENT, SES FILIALES ET SES OUTILS AU SERVICE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE :

- efficacité énergétique des bâtiments et des entreprises ;
- production d'énergie et réseaux de distribution ;
- mise en valeur et protection du patrimoine naturel.



Transition territoriale

LE GROUPE ACCOMPAGNE LES ACTEURS LOCAUX, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS OPÉRATEURS DANS TOUS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT :

- ingénierie territoriale, conseil ;
- financement des entreprises et immobilier tertiaire ;
- production de logements, infrastructures et mobilité ;
- tourisme et loisirs.



Transition numérique

LE GROUPE SOUTIEN LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE DANS TOUTES SES COMPOSANTES :

- territoires connectés avec le déploiement des infrastructures très haut débit, les espaces numériques de travail et les technologies de la ville intelligente ;
- les entreprises du numérique avec le soutien direct aux entreprises innovantes à travers Bpifrance ou des initiatives comme la « French Tech ».



Transition démographique et sociale

LE GROUPE ACCOMPAGNE ET PROTÈGE LES PERSONNES TOUT AU LONG DE LA VIE AVEC DES SOLUTIONS INNOVANTES :

- protection financière, prévoyance, retraites, parcours professionnels ;
- prise en compte des besoins des populations spécifiques ;
- développement de la *Silver* économie.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE (TEE) S'IMPOSE COMME L'UN DES DÉFIS MAJEURS DE CE 21^E SIÈCLE. POUR LE RELEVER, LE GROUPE ACTIONNE DES LEVIERS PUISSANTS ET A APPORTÉ EN 2015, EN TANT QUE PARTENAIRE, UN APPUI SIGNIFICATIF À LA RÉUSSITE DE LA COP21.



Notre ambition est claire : devenir l'opérateur de la TEE en France et contribuer à atteindre les objectifs nationaux définis notamment à l'issue de la COP21 et par les lois relatives à la Transition énergétique pour la croissance verte et à la biodiversité. Elle est partagée et portée par l'ensemble des directions métiers de l'Etablissement public et des filiales. En 2015, nous avons concentré notre action autour de **trois axes prioritaires**.

NOS PORTEFEUILLES FINANCIERS :

- en intégrant les **enjeux de performance climatique et énergétique** dans notre dialogue actionnarial
- en fixant des objectifs ambitieux :
 - de **réduction de l'empreinte carbone de nos portefeuilles de placements** en actions (-20 % d'ici 2020)
 - de **réduction de la consommation énergétique de nos portefeuilles immobiliers** (-38 % d'ici 2030)
 - non-investissement dans des **sociétés dont l'activité liée au charbon thermique dépasse 20 % du chiffre d'affaires**

LES TERRITOIRES :

- en les aidant à **accomplir leur transition écologique et énergétique** grâce à une offre qui leur est dédiée :
- **10 Md€ à des prêts dédiés à la TEE aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social entre 2014 et 2017**, notamment les **prêts croissance verte**, les **écoprêts** et les **prêts amiante**

- les **investissements**, notamment en faveur des **énergies renouvelables**, des **smart grids**, du **stockage d'énergie** et des **réseaux de chaleur**
- le **conseil et l'ingénierie**, notamment pour soutenir la mobilité durable auprès des collectivités locales
- **en valorisant et en protégeant leur patrimoine naturel et la biodiversité** :
 - consolidation du métier de la **compensation écologique**
 - intégration de la biodiversité dans les démarches de financeurs responsables
 - soutien de la **filière bois**

LES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE TEE :

- Près de **4 Md€ aux entreprises de la TEE entre 2014 et 2017**, avec différents types de **financements adaptés à leurs besoins** :
 - financements directs
 - prêts de développement
 - cofinancements
 - capital-investissement
- **4 priorités** :
 - renforcement du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables
 - promotion des industriels innovants
 - accompagnement des PME et ETI dans leur transition énergétique
 - diffusion des enjeux de la TEE auprès des clients et partenaires



Wind-it

L'INGÉNIERIE INNOVANTE ET RESPONSABLE

Unique sur le marché du développement durable, la tour Wind-it repose sur l'intégration d'une ou plusieurs éoliennes à axe vertical à l'intérieur d'un pylône métallique. Occupant déjà tout le territoire français, les pylônes métalliques se comptent en demi-million ; de quoi installer autant d'éoliennes, faisant converger ainsi le domaine des énergies renouvelables avec celui des réseaux de communications. Une seule tour Wind-it permet de réduire de plus de 50 % les coûts énergétiques d'une tour de télécommunication et de diminuer au moins dans les mêmes proportions l'émission de gaz à effet de serre. Début 2015, un prototype grandeur nature a été mis en service pour essais et optimisation. Cette innovation est portée par la société Elioth, entité du groupe Egis.

1 prix

GRAND PRIX
NATIONAL
DE L'INGÉNIERIE

COÛTS ÉNERGÉTIQUES
D'UNE TOUR DE
TÉLÉCOMMUNICATION

-50 %

Parc solaire de Bétheniville

PRODUIRE DE L'ÉNERGIE VERTE

Inauguré en juin 2015, le parc solaire de Bétheniville a permis la reconversion d'un site industriel de 10 hectares à des fins de production d'énergie verte. Grâce à ses 21 000 panneaux photovoltaïques, la centrale couvre l'équivalent de la consommation d'électricité de près de 4 700 personnes, presque 4 fois la population de la commune. Elle évitera également chaque année le rejet de 1 900 tonnes de CO₂. Sa mise en service a eu lieu en novembre 2014. L'opération d'un coût de 6 millions d'euros a été portée par l'entreprise Aerowatt Energies II, détenue à 49 % par la Caisse des Dépôts et à 51 % par le groupe Quadran, à qui revient l'exploitation et la maintenance du site. La centrale de Bétheniville est le premier parc solaire du département de la Marne.



PERSONNES COUVERTES
EN ÉLECTRICITÉ

4 700

PANNEAUX
PHOTOVOLTAÏQUES

21 000



TRANSITION TERRITORIALE

DANS UN CONTEXTE DE RÉFORMES TERRITORIALES ET D'ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE FINANCEMENT DES PROJETS DES COLLECTIVITÉS LOCALES, LE GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS S'EST MOBILISÉ POUR INCARNER LA « CAISSE DES DÉPÔTS DE TOUS LES TERRITOIRES » ET CONTRIBUER À LA COMPÉTITIVITÉ ET À L'ATTRACTIVITÉ DU PAYS.



LA RELANCE DE L'INVESTISSEMENT DANS LES TERRITOIRES

- **par des investissements en fonds propres**
 - 423 M€ en soutien au développement local
- **de nouveaux outils de financements**
 - sociétés d'économie mixte à opération unique
 - sociétés d'investissement régional...
- **développer le Programme d'Investissements d'Avenir**
- **développer des partenariats avec les acteurs des territoires pour partager les enjeux et renforcer notre action**
- **accompagner les collectivités, notamment dans le montage de leurs projets, en apportant des conseils et en partageant les bonnes pratiques**

LE RENFORCEMENT DE L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES À TRAVERS NOS 5 DOMAINES D'INTERVENTIONS

- **LE LOGEMENT**
 - **relancer la production de logements et intensifier l'effort de rénovation du parc existant :**
 - **soutien aux organismes du logement social** (134 000 logements construits financés et 311 000 réhabilités)
 - **plan de relance du logement intermédiaire** du groupe SNI
 - **développer des leviers innovants**
 - fluidifier les parcours résidentiels
 - développer l'innovation dans ce secteur
- **LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**
 - **favoriser la création et le maintien d'emplois :** 195 000 emplois créés ou consolidés dont 80 000 via Bpifrance
 - **être un investisseur institutionnel majeur**
 - portefeuille d'actions de plus de 100 Md€
 - **développer des outils innovants pour le financement**
 - outils de garantie
 - prêts innovation
 - Fonds Novi
 - Agence France entrepreneur

- **soutenir l'économie sociale et solidaire**
 - 50 000 entreprises financées
- **stimuler l'innovation et les secteurs d'avenir**
 - soutien des pôles de compétitivité et des sociétés d'accélération de transfert de technologie
- **LES INFRASTRUCTURES**
 - **augmenter nos financements à caractère durable**
 - en diversifiant nos portefeuilles d'actifs (Greenfield et yellowfield)
 - en participant à la création du Fonds européen pour les investissements stratégiques doté de 21 Md€ dans le cadre du « Plan Juncker »
 - **renforcer nos compétences en conseil et en ingénierie**
- **LA MOBILITÉ DURABLE**
 - **développer le transport collectif**
 - 4 Md€ de prêts sur fonds d'épargne pour le Grand Paris Express sur la période 2015-2020
 - 3,5 Md de passagers transportés
 - **développer le transport à la demande et les nouvelles formes de mobilité** (Télécentres et autres tiers lieux)
- **LE TOURISME**
 - **création de la plateforme « France Développement Tourisme »** dotée de 1 Md€
 - **maintenir l'engagement du Groupe dans le tourisme social**
 - *via* le Fonds Tourisme social investissement pour rénover les sites du secteur associatif et familial
 - **moderniser le secteur du tourisme :**
 - prêt participatif pour la rénovation hôtelière
 - foncière rénovation montagne
 - foncière hôtelière des Alpes

SE DÉVELOPPER À L'INTERNATIONAL

Le Groupe développe son action à l'international afin d'attirer durablement les capitaux étrangers dans notre pays au profit du développement économique et des territoires. Il soutient les entreprises françaises à l'international et accompagne le développement de ses propres filiales.



© Stevanzz - Fotolia

Le Grand Paris

LA CAPITALE DE DEMAIN

Le Grand Paris est un grand projet de développement économique, d'aménagement et de développement de l'attractivité de la Région Capitale. Ce projet prend la forme de grands travaux de transports et d'aménagement. La Caisse des Dépôts et ses filiales sont les partenaires stratégiques, financiers et opérationnels de cette grande ambition collective. Le Groupe participe à la modernisation des services de transports, à travers son intervention dans les phases d'ingénierie et dans le financement de la Société du Grand Paris, qui bénéficie d'un prêt sur fonds d'épargne de 4 Md€. Le Groupe œuvre à attirer les investisseurs étrangers dans le Grand Paris. Un partenariat avec le fonds souverain chinois CIC pour le financement de projets et d'actifs du Grand Paris d'un montant d'1 Md€ a notamment été conclu. La Caisse des Dépôts est partenaire de la Métropole du Grand Paris et de l'Etat dans le cadre de l'appel à projet Inventons la Métropole du Grand Paris. Le Grand Paris est la construction d'une métropole attractive, intelligente, dynamique et écoresponsable, une smart city internationale à même d'accueillir les Jeux olympiques en 2024.

200 km

DE LIGNES
SUPPLÉMENTAIRES,
AUTANT QUE LE MÉTRO
PARISIEN

68

NOUVELLES GARES
EN ILE-DE-FRANCE

La Fabrique à entreprendre®

STIMULER LA CULTURE ENTREPRENEURIALE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Pour concrétiser leurs projets, les entrepreneurs recherchent un accompagnement tout au long de leur parcours. La Caisse des Dépôts a créé une marque bannière « La Fabrique à entreprendre » en 2013. En 2015, elle évolue pour créer des plateformes entrepreneuriales « Fabriques à entreprendre » sur les territoires. La Fabrique à entreprendre rassemble les acteurs du développement économique par l'entrepreneuriat, rend visible les différents dispositifs existants, partage les bonnes pratiques, innove et garantit au porteur de projet un parcours de création d'entreprise de qualité, notamment dans les quartiers prioritaires. En juillet 2015, la première « Fabrique à entreprendre » territoriale a été inaugurée à Saint-Etienne, suivie par celle du Mans.



© J.M. Pettina

12

RÉSEAUX ASSOCIATIFS
ET COOPÉRATIFS

49 000

ENTREPRISES CRÉÉES
OU REPRISES



TRANSITION NUMÉRIQUE

LE GROUPE ACCOMPAGNE LA MODERNISATION DU PAYS EN SOUTENANT LE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES. AFIN D'OCCUPER UNE PLACE ESSENTIELLE DANS LA TRANSITION NUMÉRIQUE DES TERRITOIRES ET DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, NOUS CONCENTRONS NOTRE ACTION AUTOUR DE 4 AXES MAJEURS.



DEVENIR LE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE DES TERRITOIRES INTELLIGENTS :

- en faisant évoluer notre offre afin qu'elle réponde plus efficacement, grâce aux technologies numériques, aux enjeux urbains majeurs :
- **logement et immobilier d'entreprise** : télécentres, espaces de *coworking*, *Building Information Model* (BIM)
- **mobilité** : transport à la demande, véhicules autonomes, covoiturage, autopartage, stationnement intelligent, électromobilité, connectivité des transports publics (Billettique sans contact)...
- **infrastructures numériques** : réseaux de capteurs *data centers*...
- **énergie** : production d'énergies renouvelables urbaines, éclairage public intelligent, *microgrids*, réseaux urbains de chaleur et de froid...

ACCOMPAGNER LA TRANSITION NUMÉRIQUE DES ENTREPRISES NOTAMMENT VIA LE PIA :

- en intervenant davantage dans le **financement de l'innovation**
 - Fonds Ville de demain
 - Fonds Ambition numérique
- en étant partenaire de l'initiative publique **French Tech**, destinée à favoriser en France l'émergence de « jeunes pousses »

prometteuses et d'en assurer la notoriété à l'international

FINANCER LES INFRASTRUCTURES DU NUMÉRIQUE SUR LE TERRITOIRE :

- réseaux de très haut débit numérique (THD), notamment en zones peu denses
- réseaux d'initiative publique (RIP),
- 1,4M de personnes connectées à la HD en zone blanche

DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DES MANDATS ET DES CLIENTS :

- en soutenant le **déploiement de l'administration électronique** locale via des solutions clés en main hautement sécurisées répondant aux exigences de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité et de preuve. Des prestations utilisées par : plus de 6 000 collectivités territoriales et 25 000 établissements publics.
- en favorisant l'utilisation de services et moyens de paiement dématérialisés en tant que **banquier du service public** de la justice et prêteur
- en aidant la **digitalisation des activités** des professions juridiques réglementées accompagnées
- en développant un **parcours client locataire dématérialisé** à toutes les étapes du cycle de vie d'un logement.

Lyfe

UNE PLATEFORME DIGITALE DÉDIÉE À L'E-SANTÉ, AU BIEN-ÊTRE ET AU BIEN VIEILLIR

Destinée aux adhérents des mutuelles, institutions de prévoyance et entreprises partenaires de CNP Assurances, Lyfe est une plateforme digitale de services de santé. Lancée par CNP Assurance, Lyfe souhaite répondre à la demande croissante d'utilisateurs à la recherche de l'information la plus pertinente. Mais surtout, des services qui s'insèrent de façon pertinente dans les usages qu'il s'agisse du choix d'un spécialiste, de renseignements sur une pathologie ou de la recherche d'un établissement de santé. Ainsi depuis février 2015, il est possible, depuis la plateforme, entre autres de prendre un rendez-vous avec un médecin dans un délai de trois jours, d'obtenir des réponses à des questions de santé de la part de médecins 24 h/24, de réaliser un bilan complet de santé ou encore d'être accompagné par un coach santé... Tous les trois mois de nouveaux services sont ajoutés sur la plateforme.



« Avec le lancement de Lyfe, CNP Assurances renforce sa position de spécialiste de la protection des personnes. »

MAGALY SIMÉON,
directrice des assurances collectives
(CNP Assurances).



« Le programme d'investissements d'avenir se devait de soutenir cette innovation sans précédent. »

FRÉDÉRIC LE BRUN,
directeur d'investissements
chez Bpifrance



SIGFOX

UN NOUVEAU RÉSEAU MONDIAL D'OBJETS CONNECTÉS

Créée en 2010 par Ludovic Le Moan et Christophe Fournet, SIGFOX est une société toulousaine spécialisée dans l'Internet des objets. Il est déjà possible de connecter les objets à Internet par des réseaux bluetooth ou GSM mais l'innovation de SIGFOX réside dans le déploiement d'un réseau mondial fournissant une solution de communication simple, économique et très peu consommatrice d'énergie aux millions d'objets en attente de connectivité.

Afin d'étendre son réseau partout dans le monde, SIGFOX a réalisé une levée de fonds de 100 millions d'euros en février 2015.

Le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), actionnaire de la société depuis décembre 2013, a réinvesti dans le projet. Bpifrance accompagne également cette levée de fonds et entre ainsi au capital de SIGFOX via son fonds Large Venture, dédié aux entreprises innovantes dans les secteurs du numérique, de la santé et des écotechnologies.



TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

LE GROUPE SE MOBILISE POUR SÉCURISER LES PARCOURS DE VIE
DES FRANÇAIS ET AGIT AU QUOTIDIEN POUR RENFORCER LA COHÉSION
SOCIALE ET FAVORISER LE « MIEUX VIVRE ENSEMBLE ».



RÉPONDRE AUX BESOINS DES JEUNES ET ACCOMPAGNER LE PASSAGE À LA VIE ACTIVE

- **PROTÉGER LES MINEURS**
 - gestion des avoirs et des comptes bancaires des mineurs protégés
 - dépositaire des sommes pour les enfants du spectacle et les enfants mannequins jusqu'à leur majorité
 - protection des fonds de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) des mineurs placés sous le régime de l'aide sociale à l'enfance
- **FAVORISER L'ÉDUCATION ET LA FORMATION**
 - 170 M€ de prêts investis dans l'immobilier universitaire et scolaire
 - 4,2 M€ investis dans le lancement d'un dispositif innovant d'« Intracting »
 - adaptation des établissements au numérique
 - création de 20 000 places d'apprentis via les 168 projets « formation en alternance » financés dans le cadre du PIA
- **CONTRIBUER À L'INSERTION DES JEUNES**
 - **solutions de logements aux étudiants et jeunes actifs :**
 - 19 000 places d'hébergement financées par le Fonds d'épargne et via le PIA
 - participation au Dispositif de Caution locative étudiante
 - favoriser l'accès au parcours résidentiel de la résidence pour jeunes actifs au logement pérenne

- « Permis à un euro par jour » : gestion du dispositif de garantie des prêts
- Garantir les prêts étudiants
- **SOUTENIR L'ENTREPREUNARIAT ET L'ENTRÉE DANS LA VIE PROFESSIONNELLE**
 - 13 M€ sur 5 ans pour le développement de l'esprit entrepreneurial des jeunes dans le cadre du PIA
 - soutien au dispositif PEPITE : 100 000 jeunes sensibilisés
 - « French Tech » : 215 M€ dans le cadre du PIA
 - dispositif NACRE : 60 M€ de prêts signés
 - mise en place du dispositif CitésLab
- **SÉCURISER LES PARCOURS PROFESSIONNELS**
 - mise en place du Compte personnel d'activité
 - gestion de 3 M de Comptes personnels de formation

FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE

- **ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES**
 - 36 M d'assurés en prévoyance/protection
 - 13 M en épargne / retraite
- **ACCÉLÉRER LE RENOUVELLEMENT URBAIN ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE (QPV)**
 - convention ANRU / Caisse des Dépôts : une enveloppe de 400 M€ de fonds propre sur la période 2014-2020

- mobilisation de l'ANRU et de la Caisse des Dépôts pour co-investir dans les QPV
- **SOUTENIR LES OPÉRATIONS DES ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL**
 - 1 logement sur 3 construit en France est un logement social financé par la Caisse des Dépôts
- **HÉBERGEMENT D'URGENCE DES POPULATIONS FRAGILISÉES**
 - 4 000 hébergements construits ou réhabilités financés par 134 M€ de prêts
- **FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**
- gestionnaire du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
- **CONTRIBUER AUX BESOINS FINANCIERS DES SENIORS**
 - fonds de viager intermédié « Certivia » (150 M€)
 - mise en place de dispositifs intergénérationnels
- **BIEN VIEILLIR**
 - **adapter l'habitat individuel et collectif**
 - 12 000 places en EHPA/EHPAD financées
 - 2800 logements réhabilités
 - 4500 logements adaptables construits
 - **structurer le secteur associatif non lucratif de gestion de résidences pour les personnes âgées avec Arpavie**
 - **favoriser la cohabitation intergénérationnelle**
 - **offrir des services aux seniors**
 - assistance et accompagnement des seniors : Filassistance, Âge d'or service
 - mobilité de santé : développement du transport à la demande

ACCOMPAGNER LES SILVERS ACTIFS

- **GÉRER LES PRESTATIONS SOCIALES ET LES RÉGIMES DE RETRAITE**
 - 48 mandats de régimes de retraites et fonds de protection sociale soit 7,5 M d'actifs et 3,7 M de pensionnés
 - membre du GIP Union retraite



© J.M. Pettina

Le Compte personnel de formation

FACILITER L'ACCÈS À LA FORMATION

Depuis le 5 janvier 2015, 23 millions de Français sont titulaires d'un Compte personnel de formation (CPF) et peuvent y accéder via un espace sécurisé pour consulter leur compte, saisir leur solde d'heures DIF (droit individuel à la formation) ou initialiser un dossier de formation. Le portail numérique a été mis en place par la direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts. Les centres de contacts auront répondu sur l'année à 170 000 sollicitations. 210 000 formations certifiantes ont été validées, correspondant à plus de 100 millions d'heures de formations. Cette année aura été marquée par de nombreux chantiers lancés afin d'accélérer l'appropriation du dispositif par l'ensemble des acteurs : d'une part, pour le titulaire de compte, afin d'accroître son autonomie sur le portail CPF ; d'autre part, en accompagnement des acteurs de la formation professionnelle.

FORMATIONS DONT
LE FINANCEMENT
EST VALIDÉ

366 498

COMPTES
OUVERTS

3 031 215

INSCRIPTIONS

2,25 millions

VISITES
SUR LE SITE

8 millions

SE DÉVELOPPER À L'INTERNATIONAL

LE GROUPE DÉVELOPPE SON ACTION À L'INTERNATIONAL
AFIN D'ATTIRER DURABLEMENT LES CAPITAUX ÉTRANGERS
DANS NOTRE PAYS AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DES TERRITOIRES.
IL SOUTIENT LES ENTREPRISES FRANÇAISES À L'INTERNATIONAL ET
ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT DE SES PROPRES FILIALES.

ATTIRER DES FINANCEMENTS EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- acteur national de référence pour activer le « plan Juncker » dans les régions
- amorçage de fonds d'investissement ciblant la France (CDC International Capital)

DONNER AUX ENTREPRISES LES MOYENS DE LEUR DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

- des prêts de développement à l'export (Bpifrance)

PROMOUVOIR LE MODÈLE D'INVESTISSEUR DE LONG TERME

- membre fondateur et actif du Club des investisseurs de long terme, de l'Association Européenne des investisseurs de long terme et du Forum mondial des Caisses de Dépôts

- animateur de l'intergroupe ILT et réindustrialisation du Parlement Européen

INVESTIR DANS DES FONDS INTERNATIONAUX FINANÇANT PRINCIPALEMENT DES PROJETS ENR

- Fonds Marguerite (Europe)
- Fonds Inframed (pays du pourtour méditerranéen)

DÉPLOYER SON EXPERTISE À L'INTERNATIONAL

- développement de synergies avec l'AFD
- soutien de nos filiales de service dans leur développement et la conduite de projets d'envergure à l'étranger (Egis, Transdev, CNP...)



Un tramway « à la française » en Ohio

Malgré une forte concurrence internationale, Transdev a obtenu le contrat de la nouvelle ligne de tramway de Cincinnati connectée au service de bus. Elle comprendra 18 arrêts répartis sur 3,6 miles et desservira les principaux quartiers de la ville. Ce contrat, d'une durée de cinq ans avec des perspectives d'extension, débutera en septembre 2016 avec l'ouverture de la ligne. Il comprend la gestion des opérations, l'entretien des véhicules, la maintenance des infrastructures et la sécurité, et représente un montant de 38 millions de dollars.

LE GROUPE DANS LE MONDE

120 000

COLLABORATEURS
DANS LE MONDE

70

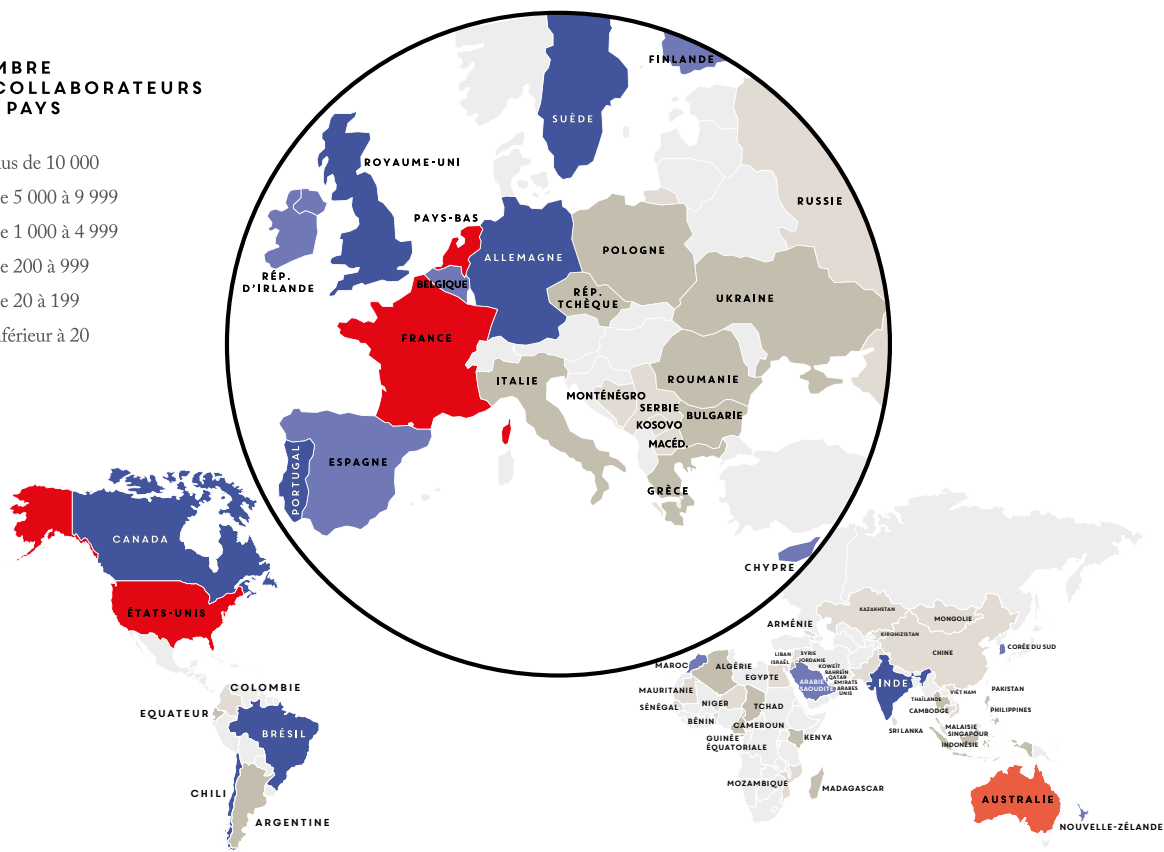
PAYS

64 000

COLLABORATEURS
EN FRANCE

NOMBRE
DE COLLABORATEURS
PAR PAYS

- Plus de 10 000
- De 5 000 à 9 999
- De 1 000 à 4 999
- De 200 à 999
- De 20 à 199
- Inférieur à 20



LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) EST ANCRÉE DANS LES VALEURS QUI FORGENT L'IDENTITÉ DU GROUPE : L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET LE LONG TERME. EN MOBILISANT SES RESSOURCES FINANCIÈRES ET SES EXPERTISES, LE GROUPE AGIT AU PLUS PRÈS DES ENJEUX QUI TOUCHENT LA SOCIÉTÉ, LES TERRITOIRES ET LES ENTREPRISES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS ÉQUITABLES ET DURABLES.



PROMOUVOIR UNE FINANCE RESPONSABLE

- appliquer une approche d'investisseur responsable dans l'ensemble de nos investissements
- être un actionnaire de long terme et engagé
 - 100 % des entreprises françaises cotées en portefeuille interrogées sur leur stratégie énergie et climat
- soutenir les initiatives nationales et internationales en faveur d'une finance soutenable

PRÉSERVER LES ÉQUILIBRES CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- orienter nos financements en faveur de la transition écologique et énergétique (TEE)
 - 7,2 Md€ engagés en faveur de la TEE depuis 2014
- encourager l'efficacité énergétique des bâtiments et des infrastructures
 - 50 000 logements sociaux rénovés thermiquement sur fonds d'épargne
- développer les énergies renouvelables
- favoriser la mobilité durable
- préserver la biodiversité et le patrimoine naturel

FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE

- assurer la protection et l'avenir des personnes
- améliorer l'accès aux services essentiels
- adapter les territoires au vieillissement de la population
- soutenir l'éducation et la formation
- accompagner les plus fragiles vers l'autonomie numérique
- soutenir l'entrepreneuriat social
- renforcer l'accès à la culture

PROMOUVOIR UN FONCTIONNEMENT INTERNE RESPONSABLE

- développer une gestion loyale et engagée des ressources humaines
- maîtriser les impacts environnementaux de l'organisation
- encourager les achats responsables
- assurer la loyauté et la transparence des pratiques

Parc des portes de Paris : un site pilote de la ville durable et intelligente

Le parc des Portes de Paris, détenu et géré par Icade, est un laboratoire à taille réelle de la « smart city ». Ce programme tertiaire, lancé au printemps 2015, intègre des solutions énergétiques et de mobilité innovantes : pilotage « intelligent » des bâtiments, véhicules électriques en libre-service avec points de recharge et paiement en ligne, énergies renouvelables, smart grids, etc. Icade mène ce projet en collaboration avec la Caisse des Dépôts, Egis et Transdev, afin que ce site démonstrateur constitue une vitrine des savoir-faire et des expérimentations du Groupe.



2015, une année sous le signe de la RSE



22/05/2015

Organisation du *Climate Finance Day* à l'initiative de la Caisse des Dépôts et de la BEI.



DU 1^{ER} AU 2/07/2015

La Caisse des Dépôts, partenaire du sommet mondial Climat & Territoires de Lyon.



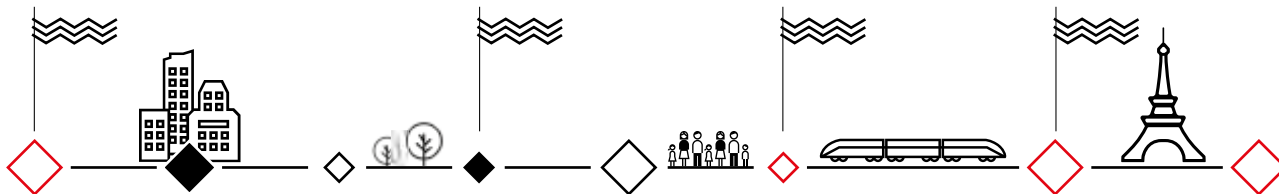
24/11/2015

Colloque « Novethic Stratégies ESG » pour investisseurs responsables.



30/11 AU 11/12/2015

Le groupe Caisse des Dépôts est partenaire officiel de la COP21.



Le groupe Caisse des Dépôts s'engage à hauteur de 15 Md€ sur 4 ans en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Signature du *Montreal Carbon Pledge* (décarbonation des portefeuilles).

Le groupe Caisse des Dépôts s'engage à réduire de 20 % l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'actions cotées détenues en propre d'ici 2020.

La Caisse des Dépôts rejoint le *Portfolio Decarbonisation Coalition*.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR

**DOTÉ DE 47 MD€, LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA),
PILOTÉ PAR LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'INVESTISSEMENT (CGI),
A ÉTÉ MIS EN PLACE PAR L'ÉTAT POUR FINANCER, SUR LE TERRITOIRE,
DES INVESTISSEMENTS INNOVANTS ET PROMETTEURS.**



Cinq priorités nationales ont ainsi été identifiées afin de permettre à la France d'augmenter son potentiel de croissance et d'emplois :

- l'enseignement supérieur et la formation
- le développement durable
- la recherche
- l'industrie et les PME
- l'économie numérique

La gestion du PIA a été confiée à dix opérateurs, dont le groupe Caisse des Dépôts :

- 13,7 Md€ sous gestion pour le compte de l'État
- 36 conventions signées avec le CGI
- à ce jour, près de 9 Md€ investis
- un effet de levier estimé à près de 19 Md€

Le PIA représente une opportunité permettant de mobiliser, selon une gouvernance spécifique et en adéquation avec ses axes stratégiques, des montants très significatifs sur des interventions complémentaires de celles menées en fonds propres ou *via* des prêts sur fonds d'épargne sur l'ensemble du territoire. Sa mise en œuvre implique la mobilisation de plusieurs entités du Groupe :

- la mission PIA rattachée à la directrice générale adjointe
- la direction des investissements et du développement local
- la direction des territoires et du réseau
- la direction des fonds d'épargne
- la direction des retraites et de la solidarité
- ainsi que notre filiale Bpifrance



French Tech : fédérer, accélérer et rayonner

Suite au rapport de la mission de préfiguration des « Quartiers numériques » porté par la Caisse des Dépôts, le gouvernement a créé l'Initiative French Tech. Son objectif est de favoriser en France l'émergence de start-ups innovantes pour générer de la valeur économique et des emplois. Le succès est déjà au rendez-vous comme l'ont démontré des entreprises telles que SIGFOX, leader mondial de la connectivité des objets, ou encore l'un des leaders européens du covoiturage, Blablacar.

9 + **4**
MÉTROPOLIS "FRENCH TECH" EN 2014 MÉTROPOLIS "FRENCH TECH" EN 2015

Le numérique dans nos écoles

Dans un monde qui évolue très vite, le développement du numérique dans les pratiques éducatives ainsi que la préparation des élèves des écoles, collèges et lycées à vivre et travailler dans la société numérique sont déterminants pour l'efficacité du système éducatif, pour la cohésion sociale, pour l'emploi, l'attractivité et la compétitivité du pays. La Caisse des Dépôts pour le compte de l'État, au titre de l'action « Culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat » du PIA, soutient des projets destinés à favoriser une diversité d'expérimentations, de démarches et de méthodologies, à développer une expertise partagée et à créer un effet d'entraînement, s'inscrivant dans la politique numérique.

18
PROJETS FINANCÉS

20 M€
INVESTIS



56, rue de Lille – 75356 Paris 07 SP
Tél. : + 33 1 58 50 00 00
@CaissedesDepots
www.groupecaissedesdepots.fr

Pour la réussite de tous les projets

GROUPE

